

représentation politique de la société toute entière. Il est en effet difficile de prévoir à l'avance les détails de l'organisation politique et juridique de la prochaine société. Nous n'avons pas écrit la Constitution du prochain Etat, mais un programme politique. Il est naturel que nous n'y avons inclus que les éléments essentiels qui déterminent la nature de la démocratie ouvrière. Nous avons seulement essayé de répondre à la question de savoir comment la classe ouvrière devait s'organiser et organiser le pouvoir d'Etat pour réaliser son intérêt fondamental: la domination de son propre travail et du produit de celui-ci, c'est-à-dire la suppression de l'exploitation.

En raison du rôle décisif du secteur industriel dans l'économie, la domination de la production industrielle, autrement dit du travail de la classe ouvrière, équivaut dans une société moderne à la domination de classe et au pouvoir politique. Aussi longtemps que subsisteront dans la société des groupes d'individus se différenciant par la place occupée dans le processus de production, la situation matérielle et sociale, les intérêts, le parlement — ou toute autre forme de représentation de la société toute entière — sanctionnera le pouvoir de la classe qui exerce le contrôle réel sur l'activité du travail et la répartition du produit dans les secteurs décisifs de l'économie. C'est pourquoi la suppression de l'exploitation du prolétariat doit signifier la prise en mains du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière. Toutes les objections qui reprochent à la démocratie ouvrière d'avoir un aspect de classe sont donc dénuées de sens. On pourrait seulement lui reprocher d'être ouvrière: mais ce ne pourrait être évidemment que le fait d'une autre classe qui prétend au pouvoir.

Si cette « société moderne » que nous connaissons mal, et que nos contradicteurs opposent à la démocratie ouvrière n'est ni la dictature bureaucratique, ni le néo-capitalisme, ce ne peut être que le système technocrate. Nous ne voyons toujours pas sur quoi se fonde la conviction que dans un tel système le rôle de l'intelligentsia serait plus important que dans les conditions d'une démocratie ouvrière. Tant que subsiste l'exploitation, subsiste la nécessité d'avoir les moyens policiers, administratifs et propagandistes de son maintien. Ceci ne se réduit pas seulement à l'existence de la police politique par exemple, mais implique également une fonction apologétique à la science et à la culture. Tout système fondé sur l'esclavage de l'ouvrier prive d'une façon ou d'une autre l'intelligentsia de liberté. Seule l'émancipation de la classe ouvrière pourra changer cet état de choses. Par sa nature même, la démocratie ouvrière peut assurer à l'intelligentsia une liberté beaucoup plus large que celle qui est possible dans la plus parlementaire des républiques bourgeoises — ou le plus « moderne » des royaumes des managers.

Le développement économique et social conduit, dans sa perspective lointaine, à la disparition des différences entre le travail productif et non productif, intellectuel et manuel, industriel et agricole. Ceci rejoint les perspectives et les buts de la classe ouvrière. Mais la voie qui conduit à la société communiste qui abolira le salariat et l'exploitation du producteur qui lui est nécessairement liée, passe par la démocratie ouvrière. Nous n'avons pas donné de vision de la société communiste du XXI^e siècle; sur ce plan, nous n'aurions que peu de choses à ajouter à ce qu'a écrit Marx. Nous avons, par contre, essayé de donner la première esquisse d'un programme de démocratie ouvrière de la deuxième moitié du XX^e siècle.